

LE PRÉSIDENT DE LA CNPA L’AFFIRME : «La tripartite après l’élection présidentielle»

La rencontre tripartite (gouvernement-UGTA-patronat) aura lieu après l’élection présidentielle. «C’est officiel», selon le président de la CNPA, qui a salué la position du gouvernement à propos de la crise financière tout en appelant à la «vigilance» et à ce que l’Etat mette de l’argent pour la mise à niveau des entreprises.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le président de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA), Mohand Saïd Naït Abdelaziz, s’exprimant hier à l’issue d’une session ordinaire du bureau exécutif de cette organisation patronale, «la rencontre tripartite n’est pas d’actualité». Même si, selon le président de la CNPA, «rien n’empêche» la tenue de rencontres bilatérales entre le patronat et les départements ministériels.

Telle la rencontre qui regroupera les organisations patronales et le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, et qui se tiendra avant la fin de l’année.

A l’ordre du jour de cette rencontre, la seconde après celle survenue après la fête de l’Aïd, le pacte économique et social, signé le 1^{er} octobre 2006 entre le gouvernement et les partenaires sociaux et économiques pour une durée de quatre années. A propos de la mise en œuvre de ce pacte, Mohand Saïd Naït Abdelaziz

s’est refusé à formuler toute évaluation précise. Cela même si le président de la CNPA s’est déclaré fervent défenseur des engagements pris lors de la réunion précédente qui a adopté de manière consensuelle le principe de rencontres annuelles.

Comme il a salué l’augmentation des salaires de la Fonction publique, décidée à l’initiative de la Centrale syndicale, et facteur d’amélioration du pouvoir d’achat des travailleurs. Et cela même si cette mesure coûte de l’argent à l’Etat, selon ce responsable patronal qui estime que les organisations patronales sont en quête continue d’autres mesures davantage suffisantes.

Inscrite dans ce pacte, la question de la mise à niveau des entreprises a constitué le sujet d’insatisfaction du président de la CNPA qui y voit un «dysfonctionnement» et refuse de s’inscrire dans les programmes officiels (menés par les ministères de l’Industrie et de la PME) dont il a clairement rejeté le bien-fondé et la «cacophonie». Telle que menée actuellement, la mise à niveau «n’avance pas sur le terrain» et les instruments de soutien aux petites et moyennes entreprises, mis en place, n’ont pas donné les résultats escomptés. Pour le président de la CNPA, il ne s’agit pas de lier la mise à niveau uniquement à l’aspect immatériel mais que l’Etat doit mettre des moyens et de «l’argent» au service des petites entreprises qui subissent les conséquences de l’ou-

verture débridée et pour les aider à se mettre à niveau. Dans cet ordre d’idées, ce responsable patronal a salué les mesures prises dans la «clairvoyance »et l’esprit d’anticipation par les pouvoirs publics, en matière de désendettement, de gestion des recettes d’exportation d’hydrocarbures et de réorientation des options économiques et financières.

Comme le président de la CNPA a approuvé les assurances et la position du gouvernement à propos de la crise financière internationale. Tout en appelant, cependant, à «l’observation d’une halte dans toutes les réformes économiques — d’autant que ces réformes sont en panne — pour en évaluer la pertinence et en mesurer l’impact» et à la «vigilance».

Il s’agit, le communiqué du bureau exécutif en faisant foi, «de mettre en œuvre une veille ainsi que des mesures préventives nécessaires pour éviter tout déboire». Ce dernier qui pourrait résulter de l’aggravation de l’actuelle crise internationale affectant même l’économie réelle et les économies mono-exportatrices et d’importation comme la nôtre. Sujet d’inquiétude pour cette organisation patronale, la crise aura un impact à terme sur les entreprises nationales qui n’en sont pas à l’abri et «font du surplace», même si les coûts de certains intrants de production baissent actuellement dans le monde.

C. B.

GESTION DES CATASTROPHES ET SITUATIONS D’URGENCE

Quinze médecins de la Protection civile achèvent leur formation

Un exercice sur la médecine en situation d’urgence et de catastrophe a été effectué hier par les éléments de la Protection civile au niveau de l’Unité nationale d’instruction et d’intervention de la Protection civile à Alger.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Ces simulations consistent à porter secours à une quinzaine de blessés suite à l’explosion de gaz dans un immeuble à usage d’habitation. Celles-ci sanctionnent un cycle de formation de deux semaines au profit de quinze médecins et un pharmacien appartenant au corps de la Protection civile algérienne encadrés par deux médecins officiers de la direction de la Défense et de la sécurité civile française. «Il s’agit surtout de susciter des réflexes en cas d’accident et d’apprendre aux secouristes comment coordonner leur travail et conduire les opérations de sauvetage», explique le médecin-colonel Ali

Brouri, sous-directeur des secours médicalisés au sein de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). En effet, les catastrophes qui surviennent en milieu urbain nécessitent une parfaite coordination entre les intervenants dès l’alerte et le déclenchement du premier départ des secours jusqu’au débriefing final en passant par l’arrivée sur les lieux, les recherches, les renforts et la mise en place de poste médical avancé. Ainsi, la formation visait à apprendre aux éléments de la Protection civile à mieux maîtriser les méthodes d’intervention et de coordination entre les différentes équipes intervenant en cas de catastrophe en

milieu urbain, à savoir l’équipe de déblaiement, l’équipe cynotechnique, l’équipe technologique et l’équipe de médecins. Ces formations continues interviennent dans le sillage d’un accord signé en juin dernier entre les ministères de l’Intérieur algérien et français. «Cette coopération dans les deux sens est financée par le Fonds de solidarité prioritaire doté de 2,2 millions d’euros»,

précise le lieutenant-colonel Guerrache, sous-directeur de la formation au sein de la DGPC. Au total, ce sont 123 médecins de catastrophes issus de la Protection civile qui ont été formés à la gestion des situations d’urgence. D’autres cycles de formation sont prévus dans les prochains jours dans le cadre de la coopération algéro-française dans ce domaine.

L. M.

EN PRÉVISION DES INTEMPÉRIES

Les unités de la Protection civile en alerte «une»

Les unités de la Protection civile se trouvant dans les wilayas concernées par les bulletins météorologiques spéciaux (BMS) émis par les services de l’Office national de météorologie sont en alerte Une. Ainsi, les éléments de la Protection civile sont réquisitionnés et prêts à intervenir dès la première alerte.

L. M.

AIDE HUMANITAIRE

L’UGCAA met sur pied un comité national de solidarité

L’Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a procédé hier à l’installation du Comité national de solidarité pour l’organisation des aides humanitaires au niveau du territoire national.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Cette structure, dira le porte-parole de l’UGCAA, M. Boulénouar, lors d’une conférence de presse, s’attellera désormais à organiser les opérations d’acheminement des aides aux personnes démunies. Cette initiative de l’UGCAA fait suite à la multiplication des situations de catastrophes telles que les inondations qui mettent les populations dans le désarroi et créent des situations de besoins.

Selon M. Boulénouar, à ce jour, l’organisation des aides, la collecte et l’achemi-

nement des dons fournis par les commerçants se faisaient dans l’anarchie. «Nous souhaitons que les opérations de solidarité, et en particulier la distribution des denrées alimentaires, se fassent dans un cadre organisé», a souligné l’intervenant. Présent à la conférence de presse organisée par l’UGCAA, Djamel-Ould-Abbas, ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Communauté algérienne à l’étranger, a demandé à ce que le comité mis sur pied ne soit pas opérationnel uniquement lors des situations conjoncturelles mais qu’il ait une activité permanente en direction des populations se trouvant dans le besoin.

A cet effet, les actions du comité créé par l’UGCAA se feront en collaboration avec le ministère de la Solidarité. Le ministre a aussi suggéré dans son intervention que les activités du Comité se fas-

sent avec l’aide et la logistique du Croissant-Rouge algérien. Pour sa part, M. Boulénouar rappellera que les commerçants ont de tout temps affiché leur disponibilité à rassembler les dons au profit des démunis, ceci notamment lors du tremblement de terre de 2003 ou des inondations de novembre 2001.

«Ces opérations seront désormais encadrées pour faire acheminer dans les meilleures conditions les aides à leurs destinataires», a expliqué le porte-parole de l’UGCAA précisant, par ailleurs, que dans chaque wilaya, une commission réunira les représentants du Comité. Les secteurs d’interventions sont notamment l’alimentation générale et les textiles. Ceci avec l’organisation des dons de ceux opérant dans d’autres secteur d’activités.

F.-Z. B.

OUVERTURE HIER DU 2^e SALON INTERNATIONAL DES DEUX-ROUES

Sous le signe de la prévention contre les accidents routiers

Le 2^e Salon international des deux-roues a ouvert ses portes, hier au niveau du Palais des expositions de la Safex, sis aux Pins-maritimes, à Alger. L’édition de cette année a accordé une grande importance à la prévention contre les accidents routiers qui font entre 3 000 et 4 000 handicapés par an en Algérie.

La présence de l’association nationale de soutien aux personnes handicapées El-Baraka au 2^e Salon international des deux-roues est plus que symbolique de la nécessité de sensibiliser les citoyens sur les accidents de la route. «Plus qu’un évènement économique, ce salon est, en fait l’occasion de rappeler aux amoureux de la moto qu’ils doivent être prudents et d’éviter de mettre la vie d’autrui en danger», explique M^{me} Boubergout Flora, présidente de l’association El-Baraka.

«Je souhaite voir tous les fabricants et vendeurs de ces motos et vélos accompagner leurs ventes d’un travail de sensibilisation auprès de leurs clients afin d’éviter de briser à jamais la vie de centaines de personnes innocentes. Il faut qu’ils apprennent aux gens la nécessité du port du casque et de la tenue exigée par la loi», insiste-t-elle, devant deux jeunes filles, assises sur des fauteuils roulants.

M^{me} Boubergout souhaite voir aussi l’Etat prendre sérieusement en charge cette catégorie de personnes en leur aménageant des espaces leur permettant de gagner en autonomie et leur faciliter l’accès aux édifices publics. Le travail de prévention est aussi mené, durant les cinq jours que va durer ce salon, par les services de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale. Mais d’un autre côté, les férus de moto refusent d’être accusés à tort de terroristes de la route et de personnes irresponsables.

C’est la raison pour laquelle, le directeur de cette manifestation, Rabah Ouchaoua, affirme consacrer plusieurs espaces pour le débat et la sensibilisation des enfants et des personnes âgées sur le respect des règles de conduite.

Rabah Ouchaoua estime que l’organisation de ce genre d’activités permet aussi la promotion commerciale des deux-roues qui n’attirent toujours pas grand monde. Il est à signaler l’inexistence d’une assurance pour ce genre de véhicule soumis à une forte taxe douanière parce que classés dans la catégorie des produits de luxe. Une conférence-débat sera d’ailleurs animée au sujet des assurances et de la taxe douanière.

Le directeur du Salon a mis l’accent sur la promotion des sports mécaniques peu valorisés dans notre pays. Brahim Asloun, le représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports, qui a parrainé cet évènement, estime que ce sport nécessite des moyens importants, liés au développement économique de notre pays. L’Etat essaye toutefois de déployer les moyens nécessaires pour la promotion des sports mécaniques et en faire profiter le secteur touristique.

Deux rallyes étaient prévus mais les mauvaises conditions climatiques de ces derniers jours ont contraints les organisateurs du Salon à les reporter.

Les deux compétitions devaient avoir pour itinéraire Alger-Oran-Béchar-Taghit-Arak et Tamanrasset. Le but est de faire connaître aux étrangers les richesses naturelles et touristiques de notre pays, conclut le directeur du Salon international des deux-roues dont cette deuxième édition sera clôturée le 2 novembre prochain.

Lyès M.